Nyangoma exprime sa vive inquiétude sur la tournure du processus électoral

@rib News, 21/05/2010 DECLARATION DU PARTI CNDD A PROPOS DU REPORT DES ELECTIONS

COMMUNALES Suite au communiqué de la CENI et au décret du Président de la République relatifs au report des élections communales préalablement fixées au 21/05/2010 et reportées au 23/05/2010 ensuite au 24 mai 2010 ; le parti CNDD porte à la connaissance de l'opinion tant nationale qu'internationale ce qui suit : I. Les faits 1. Le parti CNDD constate que les motivations majeures sont principalement dues à certaines dispositions de la loi électorale parfois impossibles à mettre en application ; notamment la confusion des insignes de certains partis qui ne manqueraient pas de dérouter tout acquiescent du marché de confection des bulletins de vote, surtout non burundais.

3. Le nombre insuffisant de bulletins de vote pour l'un ou l'autre parti sont les conséquences du refus du bulletin unique par les partis au pouvoir et majoritaires à l'Assemblée nationale. 4. Le nouveau code électoral crée des situations propices à la fraude électorale. C'est ainsi que l'article 55 par exemple est dangereux pour des raisons suivantes : au lieu de simplifier le vote, cet article le complique terriblement : deux enveloppes au lieu d'une et deux urnes au lieu d'une seule. L'électeur peut se tromper d'enveloppe comme il peut se tromper d'urne. -cet article va entraîner l'allongement mis pour voter et pour chaque électeur. -les conséquences seront désastreuses sur le processus de dépouillement. - l'augmentation des dépenses à cause du doublement du nombre des urnes et le doublement du nombre d'enveloppes.

L'article 43 quant à lui dispose que la CENI prenne en charge les mandataires des partis politiques. Pour l'instant la CENI a fait la sourde oreille sur cette question. L'article 62 prévoit un dépouillement par le mécanisme du double comptage. Cela va nécessiter un temps fou. Quand on sait que le courant manque jusque dans les quartiers huppés de la capitale que dire des zones rurales ? Comment ce double comptage se déroulera-t-il : sous l'éclairage de lampe-tempête ou de bougies pendant des nuits entières ? C'est une autre conséquence du refus du bulletin unique. L'article 71 prévoit l'issue du scrutin, il est établi quatre copies du procès verbal. Une seule copie est remise à tous les mandataires de tous les partis politiques. Comment vont-ils le partager ? La CENI aurait-elle prévu l'achat d'une photocopieuse pour chaque centre de vote pour que chaque mandataire puisse disposer d'une copie du procès verbal ? 4. Outre ces problèmes de nature juridique qui sont un préalable tant d'autres, consistent à une loi contenant beaucoup de lacunes et de contradictions, certains actes de continuation de la campagne et à commencer par les visites et autres messages du chef de l'état avant les journaux sur les médias public très tendancieux, les intimidations, les rachats des consciences sont révélateurs de nonchalance sans suite et ce report va encore permettre plus d'abus dans ce sens si on n'y prend garde. II. POSITION DU PARTI CNDD. 1. Compte tenu de tous ces faits, le parti CNDD exprime sa vive inquiétude sur la tournure que le processus électoral est entrain de prendre. En partant de ce qui vient de se passer, quelle garantie y a-t-il que cela ne se reproduira plus sur d'autres scrutins dont le rapprochement était désirable avec le deuxième tour plus que prévisible aux élections présidentielles ? 2. Les mandataires des partis politiques qui ont légalement droit à la prise en charge par la CENI ne le sont plus. Cela donne libre champ aux partis dont la stratégie électorale est la corruption et le rachat des consciences de s'adonner à leurs activités malhonnêtes. Cette prise en charge doit être sauvegardée car c'est un droit reconnu par l'article 43 du Code électoral. 3. La CENI doit oser déclarer les dispositions constatées qu'il sera impossible d'appliquer et s'impliquer davantage à sanctionner les contrevenants à l'électorale, appeler les partenaires à vite se mettre ensemble et adopter des modifications nécessaires à la poursuite crédible du processus. 5. Les parlementaires sont interpellés à assumer les conséquences de la loi qu'ils ont votée. Ils doivent s'assurer que le processus électoral ne dérape pas. 7. En outre, le parti CNDD demande que cessent toutes les activités de nonchalance et que les responsables subissent la rigueur de la loi. 8. En tout état de cause, le parti CNDD recommande à la population de rester sereine mais attentive et éviter tous actes de provocation visant la perturbation ou l'entrave des élections tant attendues et pour cause. 9. A la communauté internationale et tous les partenaires, le CNDD leur demande d'être plus vigilant et peser de leur poids pour permettre des correctifs nécessaires voire indispensables à la bonne poursuite du processus qu'ils ont accepté de soutenir. FAIT A BUJUMBURA, LE 21 MAI 2010, POUR LE PARTI CNDD, Honorable Léonard NYANGOMA.-